

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 11 - 14 février 2002

NOTES D'INFORMATION



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.1/2002/INF/12
7 février 2002
ORIGINAL: ANGLAIS

DOCUMENT D'INFORMATION SUR LA COMPOSANTE NON ALIMENTAIRE DES INTERVENTIONS DE SECOURS DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

PROBLEME

1. Pour intervenir de manière efficace dans une crise humanitaire de grande envergure il faut une approche globale et équilibrée comprenant les différents types de fournitures et de services de secours apportés par les différentes institutions. Il s'agit notamment de la fourniture d'articles alimentaires et non alimentaires, dans le cadre des interventions de secours et des programmes orientés vers le redressement mis en place immédiatement après la crise. Cependant, un examen rapide du financement du processus d'appel commun des Nations Unies pour la période 1996–2000 (annexe I) révèle un déficit de financement pour ces deux postes. Les organisations comme le PAM, le HCR et l'UNICEF —celles qui ont une forte présence sur le terrain et fournissent peut-être les formes d'assistance les plus visibles et les plus concrètes (et les plus faciles à suivre)— ont manifestement suscité un plus grand intérêt de la part des donateurs. De ce fait, certains secteurs et programmes ont été relativement négligés.
2. La structure des financements diffère nettement selon les situations d'urgence. Même si l'analyse complète de l'ensemble des facteurs pertinents expliquant la tendance serait entreprise de manière plus appropriée au sein du Bureau pour la coordination des affaires humanitaires, le présent document est une première tentative visant à attirer l'attention des donateurs sur un certain nombre de questions, compte tenu principalement de l'expérience acquise lors de la récente crise liée à la sécheresse dans la Corne de l'Afrique. Dans ce cas, le manque de ressources pour les articles non alimentaires a compromis l'efficacité de tous les programmes de secours, y compris des opérations du PAM dont les ressources étaient relativement satisfaisantes.

SECHERESSE DANS LA CORNE DE L'AFRIQUE, 2000–2002

3. Trouver les ressources nécessaires pour les articles non alimentaires a été un problème majeur dans la réponse à la récente crise humanitaire dans la Corne de l'Afrique. En sa qualité d'Envoyée spéciale du Secrétaire général dans la Corne de l'Afrique, le Directeur exécutif du PAM a soulevé à maintes reprises le problème de l'insuffisance des dons destinés aux articles non alimentaires, au cours de conférences de presse, d'entretiens avec les journalistes et de réunions avec les représentants des pays donateurs. La structure des contributions des pays donateurs en réponse à l'appel commun en faveur de la Corne de l'Afrique est une illustration claire de ce problème. Pendant la crise provoquée par la sécheresse qui a duré de 2000 à 2001, l'aide non alimentaire a été financée à concurrence de 28 pour cent seulement du niveau requis contre 70 pour cent pour l'aide alimentaire. Cet état de chose s'est développé alors que les donateurs savaient pertinemment que lors des grandes catastrophes naturelles à risque humanitaire du passé —comme la sécheresse dans le Sahel de 1972–1974, la famine en Éthiopie de 1984–1985 et la récente éruption volcanique de Goma— le manque d'eau, les conditions d'insalubrité et les risques d'épidémies sont les problèmes mis en avant par les journalistes dans leurs reportages sur le terrain. Il ne s'agit pas ici de diminuer de quelque manière que ce soit l'importance critique de l'aide alimentaire, mais de poser le problème des déficits chroniques dans d'autres domaines tout aussi important. L'impact nutritionnel de l'aide alimentaire est considérablement réduit lorsque d'autres causes profondes de la malnutrition ne sont pas traitées, comme par exemple les soins de santé inadéquats, l'absence d'éducation, et des approvisionnements en eau et un assainissement insuffisants.



4. La réponse internationale à la crise dans la Corne de l'Afrique a permis d'éviter la famine et s'est efforcée de créer un contexte favorable au redressement pour les populations victimes reposant sur le concept de reconstruction de leurs moyens de subsistance. Dans son premier rapport sur la situation, établi à la suite de sa visite sur le terrain au mois d'avril 2000, l'Envoyée spéciale du Secrétaire général a attiré l'attention sur le fait que les "domaines prioritaires" étaient l'eau, les médicaments essentiels, les denrées alimentaires, les semences et le bétail. Elle a déclaré que l'appui au renforcement de la sécurité, des transports et de l'infrastructure était déterminant pour assurer la livraison efficace de l'aide. Cet appel pour des contributions de ressources dans des domaines autres qu'alimentaires a été renouvelé en septembre 2000, après la seconde visite de l'Envoyée spéciale sur le terrain, et répété dans toutes les interventions qui ont suivi ayant trait à la région de la Corne de l'Afrique: au cours des réunions des donateurs, des sessions d'appel, des débats concernant le secteur humanitaire du Conseil économique et social à Genève en juillet 2001, et lors de la présentation de l'Appel commun à Washington en novembre 2001.
5. Un des thèmes principaux en ce qui concerne la Corne de l'Afrique a été que l'eau est essentielle pour la survie —non seulement des êtres humains mais aussi du bétail dont les communautés pastorales sont tributaires— et que l'eau de mauvaise qualité provoque des maladies diarrhéiques et une hausse de la mortalité infantile. Outre l'eau, les médicaments essentiels pour traiter la diarrhée, la malaria, les maladies respiratoires, les épidémies de rougeole et de méningite doivent être disponibles; de même, les communautés agricoles ont besoin de semences et d'outils pour pouvoir redresser la situation à la prochaine récolte. L'Envoyée spéciale a insisté à nouveau sur la nécessité de mettre en place un réseau d'information pour suivre la coordination de la sécurité, les mouvements de population, et les dispositifs de communication et de logistique, notamment la remise en état des routes et des installations portuaires.
6. Au cours des premiers mois de la crise, les donateurs ont apporté un appui généreux et réparti de manière équilibrée entre les différents secteurs de l'appel, y compris les éléments non alimentaires. L'Envoyée spéciale a pu annoncer des résultats concrets, notamment la coordination effective entre les organisations, l'accès à l'eau potable dans des endroits où la situation était critique, des campagnes de vaccination contre la rougeole et la méningite, et le renforcement de la sécurité. Mais il y avait aussi des problèmes préoccupants: l'eau n'était pas accessible dans toutes les zones ou les citernes fournies n'avaient pas la taille voulue. Étant donné qu'il s'agit surtout de populations pastorales, il n'a pas été possible de vacciner l'ensemble d'entre elles. Mais, grâce à ces efforts et aux injections massives d'aide alimentaire, l'Envoyée spéciale a pu conclure que la famine avait pu être évitée; les pertes humaines se sont comptées en milliers et non en millions comme on avait pu le craindre.
7. En 2001, l'appui des donateurs pour cette crise s'est fait de plus en plus inégal, privilégiant nettement l'aide alimentaire. Le redressement n'était pas encore en vue, et le nombre de personnes ayant besoin d'aide augmentait, même si la menace de famine avait considérablement diminué. Les contributions continuaient à être généreuses, mais étant donné l'absence de financement pour les secteurs non alimentaires il était difficile de reconstituer les moyens de subsistance dans le cadre d'une stratégie de redressement. Au moment où le présent document est rédigé, en janvier 2002, le redressement est encore loin. La famine est peu probable, mais le nombre de personnes ayant besoin d'aide humanitaire reste élevé, environ 7 millions.



Relation entre les éléments alimentaires et non alimentaires dans la réponse humanitaire

8. Dans la plupart des cas, la sécheresse cyclique, une caractéristique de régions comme celle de la Corne de l'Afrique, ne constitue pas un état d'urgence dans un pays où la situation économique de la population est meilleure. Les économies de la Corne de l'Afrique se sont progressivement détériorées, et le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire chronique est en constante augmentation. En mars 2000, il y avait 16 millions de personnes menacées, et aujourd'hui, malgré le succès de l'intervention, plus de 7 millions de personnes ont encore besoin d'aide. La reconstitution des moyens de subsistance et de la sécurité alimentaire est la clé du redressement. Ceux qui ont été victimes de sécheresses successives, de mauvaises récoltes et qui ont vu baisser leurs revenus ont besoin que leur soient offert la possibilité de reconstituer les actifs de leur ménage. La stratégie de reconstitution des moyens de subsistance incluse dans l'appel des Nations Unies en faveur de la Corne de l'Afrique nécessitait des contributions alimentaires et non alimentaires afin de parvenir à des résultats les meilleurs possibles et durables.
9. Les formes alimentaires et non alimentaires d'aide sont donc étroitement imbriquées dans la réponse humanitaire dans la Corne de l'Afrique. On peut citer certaines expériences courantes de cette interdépendance, notamment:
 - Si un déficit vivrier est dû à la sécheresse, les moyens de subsistance des communautés agricoles et pastorales ont été compromis, et la base de leurs actifs a été épuisée. Même si l'aide alimentaire les aide à survivre à la crise, ils auront besoin de semences (normalement consommées en dernier ressort) pour la prochaine récolte, et les populations pastorales auront besoin de reconstituer leurs troupeaux. Ils peuvent avoir besoin d'aide technique, d'une assistance vétérinaire, de nouveaux puits ou de remettre en état les points d'eau. Si tout cela ne se concrétise pas —ou insuffisamment comme cela a été le cas jusqu'ici dans la Corne de l'Afrique— les crises alimentaires se succèdent les unes aux autres. Il est possible de concevoir des interventions reposant essentiellement sur l'aide alimentaire qui visent à la création d'actifs. Dans le cas de la Corne de l'Afrique, les Nations Unies ont toutefois adopté une approche multisectorielle nécessitant des apports non alimentaires importants pour résoudre les problèmes de sécurité alimentaire. Faute de ces autres apports, non seulement les causes profondes de la sécurité alimentaire ne seront pas résolues, mais on risque aussi de créer une dépendance chronique vis-à-vis de l'aide alimentaire.
 - Malgré la disponibilité de l'aide alimentaire, les taux de malnutrition dans tous les pays de la Corne de l'Afrique restent élevés, et augmentent même dans certains cas (Somalie, région somalie de l'Éthiopie, Érythrée), ce qui n'est guère surprenant étant donné que les problèmes de malnutrition résultent d'un ensemble de facteurs. Des éléments comme l'eau potable, l'assainissement et les soins de santé doivent être apportés en même temps que les vivres pour éviter que l'état nutritionnel se détériore. L'aide alimentaire n'est que l'un —si important soit-il— des apports nécessaires pour s'attaquer au problème de la malnutrition.
 - Malheureusement, les différents secteurs et éléments d'un appel ou d'un budget dans une situation d'urgence, comme les vivres, l'eau, les médicaments et les semences, sont parfois traités de manière distincte par les donateurs ou les organisations. Les denrées alimentaires sont souvent celles qui bénéficient d'une meilleure dotation en ressources.



Pourquoi la mobilisation des ressources pour les articles non alimentaires est-elle moins satisfaisante que pour les denrées alimentaires dans les situations d'urgence?

10. Une fois passée la phase la plus aiguë de la crise dans la Corne d'Afrique, les ressources destinées aux articles non alimentaires ont commencé à décliner, ce qui a eu une incidence néfaste sur les capacités de reconstitution des actifs et de redressement après la sécheresse des populations. L'insuffisance de la mobilisation des ressources en faveur des articles non alimentaires peut avoir différentes causes qui varient selon les donateurs, l'année, la crise et d'autres facteurs. On trouvera ci-après une liste des raisons pouvant expliquer ces déficits, étant entendu qu'elles sont toutes discutables.
- **Visibilité et besoin:** Les denrées alimentaires sont souvent une grande nécessité, et l'aide alimentaire bénéficie d'une relativement grande visibilité. L'eau potable, les médicaments sont aussi des besoins importants mais leur fourniture n'est pas toujours visible.
 - **"Surveillance" des médias:** Lorsqu'une situation d'urgence fait la une des médias, la plupart de ses besoins sont couverts. Mais une fois quelle n'est plus en vue, le niveau des dotations en ressource diminue. Les denrées alimentaires sont presque toujours une première nécessité, mais les programmes liés à l'agriculture et à la santé sont parfois considérés comme faisant partie de la reconstruction, et les caméras sont alors parties depuis longtemps.
 - **Famine:** Personne dans le monde entier n'accepte la faim, et les gouvernements donateurs agissent rapidement afin d'éviter une telle situation. La qualité de l'eau et la maladie ne suscitent pas une telle réaction immédiate et profonde.
 - **Mécanismes de livraison:** Les mécanismes de distribution de l'aide alimentaire sont souvent déjà en place ou relativement faciles à créer. Certains programmes comportant des intrants non alimentaires (comme les systèmes de soins de santé et la vulgarisation agricole) ont besoin de personnel qualifié et d'un réseau administratif, qui peut être déficient, s'être effondré pendant la crise ou ne pas exister du tout.
 - **Dons en nature:** Les donateurs peuvent apporter une aide alimentaire en espèces ou en nature, ce qui permet une plus grande souplesse, et parfois plus de sources de financement. Les dons non alimentaires d'importance sont le plus souvent faits en espèces.
 - **ONG:** Dans certains cas, les donateurs peuvent choisir d'apporter leurs contributions à des ONG plutôt qu'aux organisations de Nations Unies. Les denrées alimentaires peuvent être fournies de cette manière, mais c'est surtout l'appui aux articles non alimentaires qui est susceptible d'être canalisé par les ONG. Les donateurs avancent plusieurs raisons valables pour cela, l'intérêt à appuyer les ONG internationales de leur propre pays, et le haut niveau de confiance qu'inspire le travail des ONG. Cependant, si ces dons sont mal coordonnées avec les autres activités, il peut y avoir des lacunes et des difficultés majeures pour évaluer la couverture des financements nécessaires pour une crise entière.
 - **Guichets de financement:** De nombreux donateurs disposent de sources de financement et de ressources totales disponibles plus importantes pour les situations d'urgence que pour le développement. Ils peuvent parfois considérer que les appels en cas de crises, notamment pour les articles non alimentaires, ont davantage un caractère de développement que d'urgence.
 - **Responsabilité en matière de développement:** Certains donateurs financeront des opérations en faveur de crises à court terme, mais estiment que les besoins en matière



de développement à plus long terme doivent être pris en charge par le pays hôte ou encore par le biais de prêts des banques internationales pour le développement.

SUGGESTIONS CONCERNANT LES MESURES A PRENDRE

11. Les gouvernements peuvent souhaiter entreprendre un examen approfondi de cette question afin d'améliorer le processus d'appel et l'ensemble des interventions en cas de crise dans le long terme. Les mesures et les domaines pouvant faire l'objet de recherches complémentaires sont notamment:
 - Assurer une coordination plus formelle entre les organisations des Nations Unies, les ONG et les gouvernements hôtes. Il pourrait s'agir de rapports collectifs sur la manière dont les dons ont été utilisés lors de crises; et de rapports de suivi et de clôture à la suite de processus d'appel commun, indiquant ce que chaque organisation a demandé et ce que les institutions, les ONG et les gouvernements bénéficiaires ont reçu afin de déterminer si l'ensemble des besoins évalués par les Nations Unies ont été couverts et se donner les moyens d'analyser la nature exacte des déficits.
 - Examiner les résultats de l'organisation par rapport aux appels lancés et analyser pourquoi les dotations en ressources de certaines organisations sont constamment insuffisantes. Déterminer si d'autres mécanismes de financement permettraient de mieux faire face aux demandes de l'organisation. Examiner dans quelle mesure interviennent la confiance des donateurs, l'avantage opérationnel comparatif, les activités précédentes et d'autres facteurs.
 - Déterminer exactement quelles sont les catégories de sous-financement dans les secteurs clés pendant une intervention en cas de crise. Il conviendrait de mener une étude afin de mieux connaître l'impact des déséquilibres dans la répartition des financements sur l'efficacité de l'action humanitaire. Le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires serait un organe approprié pour mener un tel examen.
 - Durant la préparation des processus d'appel commun, mettre l'accent sur la nature complémentaire des différents secteurs. Il faudrait s'efforcer d'associer des priorités plus claires aux différentes parties de chaque appel commun.
 - Les donateurs pourraient faire des annonces de contribution globale ce qui permettrait de répondre de manière plus complète aux différents besoins présentés dans un appel commun.

CONCLUSION

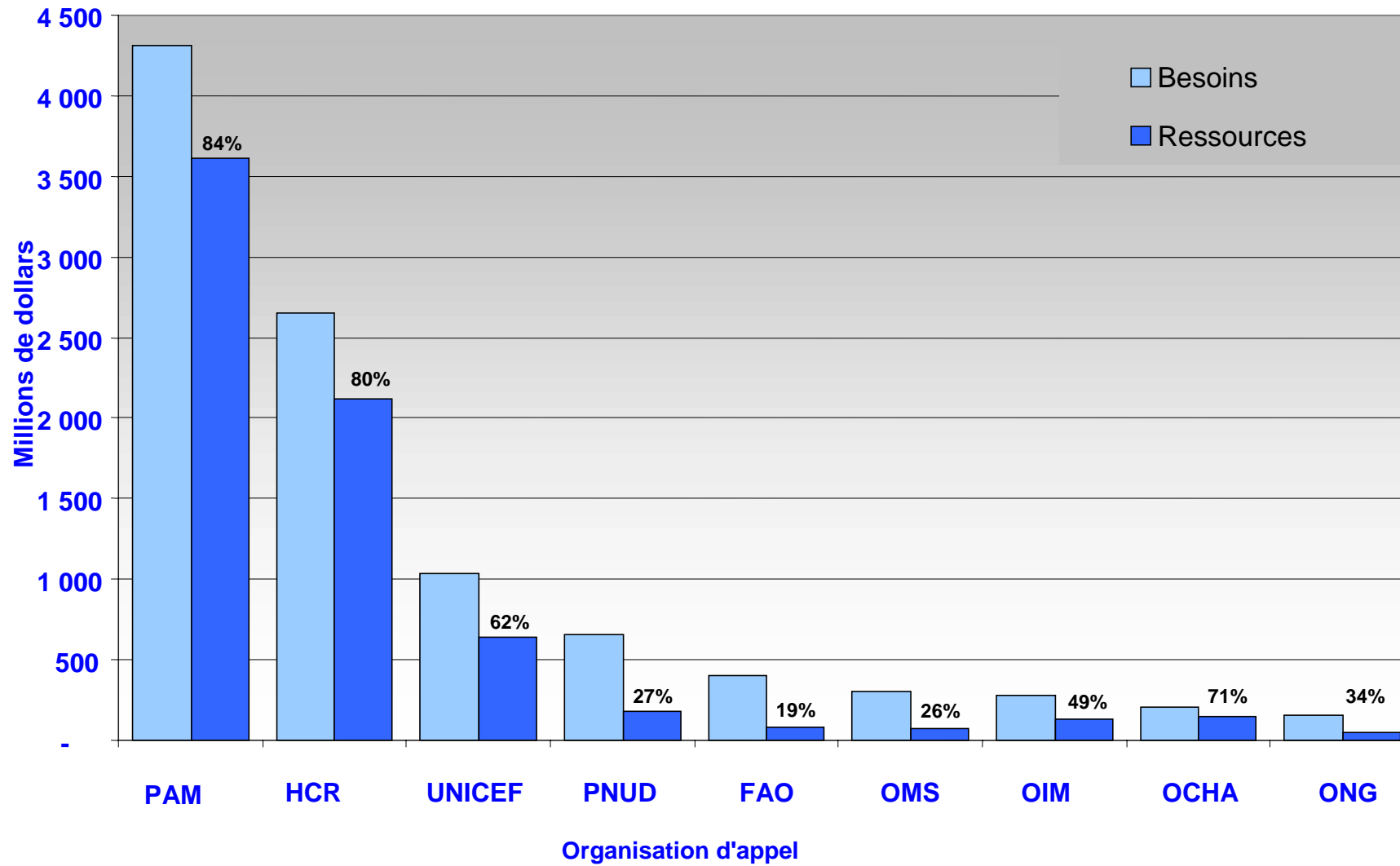
12. Le présent document a pour objectif de faire prendre conscience qu'il est nécessaire de promouvoir une approche de financement plus globale pour les situations d'urgence. Dans le cas de la Corne de l'Afrique, les ressources non alimentaires ont été indispensables pour la réussite initiale des interventions de secours et ont contribué à sauver des vies. L'enthousiasme des donateurs vis-à-vis des contributions non alimentaires est retombé, ce qui a nui au processus de redressement. Si la communauté humanitaire souhaite parvenir au point où le cycle catastrophes à évolution lente, opérations de secours répétées s'arrête enfin, elle doit appuyer avec une plus grande détermination le concept des opérations de secours "complètes". Les donateurs devront pour cela repenser complètement la manière



de faire face à tous les besoins, à long et à court terme, de sélectionner les secteurs d'intervention et de mieux collaborer avec leurs partenaires dans les actions de secours.



**PROCESSUS D'APPEL COMMUN
BESOINS ET RESSOURCES CUMULÉS 1996-2000
(pourcentage mobilisés)**



Source: Bureau pour la coordination des affaires humanitaires.

Montant total des besoins liés à la sécheresse non couverts au regard de l'Appel d'urgence des Nations Unies en faveur des victimes de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, 1er janvier-31 décembre 2001 par secteur et par pays (dollars E.-U.)

Pays	Vivres/ sécurité alimentaire	Abris	Eau et assainissement	Santé et nutrition	Élevage/ pastoralisme	Semences et agriculture	Multisectoriel/ redressement	Éducation/ droits humanitaires	Déménagement	Logistique	Coord./ services communs	Total secteurs non alimentaires	Total
Besoins Éthiopie	87 070 339	1 660 312	5 024 400	8 837 375	6 478 500	10 479 000	0	690 000	0	8 003 993	2 450 000	43 623 580	130 693 919
Annonces Éthiopie	55 535 449	1 657 464	703 819	2 770 238	292 000	363 636		212 553		360 000	482 541	6 842 251	62 377 700
Besoins non couverts Éthiopie	31 534 890	2 848	4 320 581	6 067 137	6 186 500	10 115 364	0	477 447	0	7 643 993	1 967 459	36 781 329	68 316 219
Besoins Kenya	161 648 523	0	3 000 000	5 690 800	2 735 250	1 563 902	0	3 892 900	0	2 316 471	1 229 755	20 429 078	182 077 601
Annonces Kenya	99 373 803		2 023 454	4 957 985	0	246 750		0		0	0	7 228 189	106 601 992
Besoins non couverts Kenya	62 274 720	0	976 546	732 815	2 735 250	1 317 152	0	3 892 900	0	2 316 471	1 229 755	13 200 889	75 475 609
Besoins Rép.-Unie de Tanzanie	15 795 602	0	0	0	0	4 250 706	0	0	0	0	254 000	4 504 706	20 300 308
Annonces Rép.-Unie de Tanzanie	10 737 658					1 196 540					0	1 196 540	11 934 198
Besoins non couverts Rép.-Unie de Tanzanie	5 057 944	0	0	0	0	3 054 166	0	0	0	0	254 000	3 308 166	8 366 110
Besoins Érythrée	80 985 000	5 742 975	2 639 700	8 813 028	2 719 000	1 763 290	21 495 500	2 419 260	2 987 000	2 993 000	637 281	52 210 034	133 195 034
Annonces Érythrée	49 620 482	2 393 515	1 354 259	2 017 561	816 000	488 922	19 901 226	2 064 118	190 000	288 462	534 469	30 048 532	79 669 014
Besoins non couverts Érythrée	31 364 518	3 349 460	1 285 441	6 795 467	1 903 000	1 274 368	1 594 274	355 142	2 797 000	2 704 538	102 812	22 161 502	53 526 020
Besoins Djibouti	7 722 165	1 200 000	200 000	490 000	600 000	160 000	0	100 000	500 000	0	100 500	3 350 500	11 072 665
Annonces Djibouti	3 815 900	0	0	0	0	0		0	0		0	0	3 815 900
Besoins non couverts Djibouti	3 906 265	1 200 000	200 000	490 000	600 000	160 000	0	100 000	500 000	0	100 500	3 350 500	7 256 765
Besoins Somalie	16 960 000	0	7 960 000	13 968 500	0	3 920 000	56 125 393	36 682 179	1 800 000	0	3 026 927	123 482 999	140 442 999
Annonces Somalie	3 943 525	0	2 506 304	2 622 016	0	1 703 000	8 323 775	9 048 517	0		1 513 774	25 717 386	29 660 911
Besoins non couverts Somalie	13 016 475	0	5 453 696	11 346 484	0	2 217 000	47 801 618	27 633 662	1 800 000	0	1 513 153	97 765 613	110 782 088
Besoins région	0	0	0	2 279 000	480 000	0	0	0	0	0	1 218 587	3 977 587	3 977 587
Annonces région				0	0	0		0			283 996	283 996	283 996
Besoins non couverts région	0	0	0	2 279 000	480 000	0	0	0	0	0	934 591	3 693 591	3 693 591
Total des besoins	370 181 629	8 603 287	18 824 100	40 078 703	13 012 750	22 136 898	77 620 893	43 784 339	5 287 000	13 313 464	8 917 050	251 578 484	621 760 113
Total des annonces	223 026 817	4 050 979	6 587 836	12 367 800	1 108 000	3 998 848	28 225 001	11 325 188	190 000	648 462	2 814 780	71 316 894	294 343 711
Total des besoins non couverts	147 154 812	4 552 308	12 236 264	27 710 903	11 904 750	18 138 050	49 395 892	32 459 151	5 097 000	12 665 002	6 102 270	180 261 590	327 416 402
Pourcentage des contributions annoncées en réponse à l'appel 2001	60	47	35	31	9	18	36	26	4	5	32	28	47

Tous les besoins et contributions révisés reposent sur les chiffres fournis par le Système de suivi financier du Bureau de l'OCHA à Genève, avec les exceptions suivantes:

Éthiopie: seuls les besoins et les contributions liés à la sécheresse sont pris en compte dans le présent tableau.

Kenya: les besoins révisés concernant l'alimentation, l'agriculture et l'élevage et les dernières contributions doivent être vérifiés avec les organisations. La contribution du Gouvernement kényen (5 325 000 dollars) au PAM est en suspens.

République-Unie de Tanzanie: prend en compte toutes les contributions en réponse à l'appel de 2001, y compris celles reçues en décembre 2000. Le montant total des contributions reçues en réponse à l'opération d'urgence 06298 comprend 8 673 818 dollars qui ont été reçus en décembre 2000.

Tous les projets d'appel ont été achevés en juin 2001 et aucun financement complémentaire n'a été demandé pour faire face aux déficits.

Région: ne comprend pas les contributions du Département du développement international (DFID) à l'UNICEF (476 244 dollars) et les contributions annoncées par la Suède au regard des besoins de l'an dernier.



Montant total des besoins liés à la sécheresse non couverts au regard de l'Appel d'urgence des Nations Unies en faveur des victimes de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, par secteur et par pays, besoins du 1er juin au 31 décembre 2000 (dollars E.-U.)

Pays	Vivres	Abris	Eau et assainissement	Santé et nutrition	Élevage	Semence et agriculture	Logistique	Coordination et services communs	Autres services d'appui	Non spécifié	Total secteurs non alimentaires	Total
Besoins Éthiopie	152 660 953	471 000	3 520 000	13 700 455	2 490 000	6 694 100	7 050 400	2 940 700	483 975	0	37 350 630	190 011 583
Annonces Éthiopie	125 327 154	30 000	1 603 107	3 332 939	0	0	2 525 846	0	114 061	538 872	8 144 825	133 471 979
Besoins non couverts Éthiopie	27 333 799	441 000	1 916 893	10 367 516	2 490 000	6 694 100	4 524 554	2 940 700	369 914	-538 872	29 205 805	56 539 604
Besoins Kenya	131 858 259	0	3 460 000	3 347 000	3 086 720	835 000	1 186 840	2 500 000	0	0	14 415 560	146 273 819
Annonces Kenya	111 508 715	0	2 052 165	1 538 594	1 840 500	2 042 750	0	240 000	0	0	7 714 009	119 222 724
Besoins non couverts Kenya	20 349 544	0	1 407 835	1 808 406	1 246 220	-1 207 750	1 186 840	2 260 000	0	0	6 701 551	27 051 095
Besoins Somalie	5 600 000	0	1 505 000	6 534 100	1 500 000	659 000	0	2 200 000	675 000	0	13 073 100	18 673 100
Annonces Somalie	0	520 830	0	1 618 808	0	0	0	0	0	0	2 139 638	2 139 638
Besoins non couverts Somalie	5 600 000	-520 830	1 505 000	4 915 292	1 500 000	659 000	0	2 200 000	675 000	0	10 933 462	16 533 462
Besoins Érythrée	5 996 350	0	2 594 506	3 000 900	3 780 000	717 500	0	153 400	1 800 500	0	12 046 806	18 043 156
Annonces Érythrée	5 504 516	0	1 526 781	1 162 144	0	0	0	0	0	0	2 688 925	8 193 441
Besoins non couverts Érythrée	491 834	0	1 067 725	1 838 756	3 780 000	717 500	0	153 400	1 800 500	0	9 357 881	9 849 715
Besoins Djibouti	4 707 065	1 200 000	772 000	303 000	550 000	25 630	1 517 770	100 000	0	0	4 468 400	9 175 465
Annonces Djibouti	5 507 171	0	47 620	221 537	0	0	110 000	0	0	0	379 157	5 886 328
Besoins non couverts Djibouti	-800 106	1 200 000	724 380	81 463	550 000	25 630	1 407 770	100 000	0	0	4 089 243	3 289 137
Besoins région	0	0	0	0	0	0	0	3 222 448	0	0	3 222 448	3 222 448
Annonces région	0	0	0	0	0	0	0	837 912	0	0	837 912	837 912
Besoins non couverts région	0	0	0	0	0	0	0	2 384 536	0	0	2 384 536	2 384 536
Total des besoins	300 822 627	1 671 000	11 851 506	26 885 455	11 406 720	8 931 230	9 755 010	11 116 548	2 959 475	0	84 576 944	385 399 571
Total des annonces	247 847 556	550 830	5 229 673	7 874 022	1 840 500	2 042 750	2 635 846	1 077 912	114 061	538 872	21 904 466	269 752 022
Total des besoins non couverts	52 975 071	1 120 170	6 621 833	19 011 433	9 566 220	6 888 480	7 119 164	10 038 636	2 845 414	-538 872	62 672 478	115 647 549

Pourcentage des contributions annoncées en réponse à l'appel de juin

	82	33	44	29	16	23	27	10	4	*	26	70
--	----	----	----	----	----	----	----	----	---	---	----	----

Djibouti, vivres (besoins): les chiffres indiqués (4 707 065 dollars) tiennent compte d'une augmentation de la valeur des produits appliquée en octobre 2000. Le montant figurant à l'origine dans le processus d'appel commun était 3 531 600 dollars.

Djibouti, eau et assainissement (besoins): le chiffre indiqué (872 000 dollars) a été mis à jour, soit 722 000 dollars comme spécifié dans le processus d'appel commun de 2000.

L'Équipe de coordination des Nations Unies n'a pu expliquer pourquoi le chiffre figurant dans le tableau ne correspondait pas à celui spécifié dans le processus d'appel commun, si ce n'est qu'il s'agit probablement d'une faute de frappe.

Djibouti, santé et nutrition (besoins): le chiffre indiqué (805 000 dollars) a été mis à jour, soit 303 000 dollars comme spécifié dans le processus d'appel commun de 2000.

L'Équipe de coordination des Nations Unies n'a pu expliquer pourquoi le chiffre figurant dans le tableau ne correspondait pas à celui spécifié dans le processus d'appel commun, si ce n'est qu'il s'agit probablement d'une faute de frappe.

